

GRAPECA/RADIO ARC-EN-CIEL

« PREVENTION DES CONFLITS » VERS D'AUTRES ECHECS DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ?

SOMMAIRE

L'accord de paix signé en décembre 2000 à Alger entre l'Ethiopie et l'Erythrée est venu après un carnage que la communauté internationale aurait pu éviter en faisant preuve d'un peu de détermination dans l'application de son plan de paix proposé deux ans plutôt et dont un des volets essentiels était le retrait des forces érythréennes des régions occupées par la force depuis le mois de mai 1998. Ce retrait n'a pas été obtenu par l'action diplomatique mais par la victoire de l'armée éthiopienne aux prix de plus de 100,000 victimes.

Malgré un certain enthousiasme qui prévaut au sein de la communauté internationale comme en témoigne la proposition américaine de lever l'embargo sur les armes et la fin de la mise en quarantaine des deux pays par les institutions financières internationales, cet accord ne ramènera pas la paix dans la Corne. Ceci tout simplement parce qu'en insistant sur la problématique de la «réconciliation» entre les deux régimes, ce plan oublie de s'attaquer au cœur du problème de la région qui est l'absence de politique de réconciliation nationale à l'intérieur de chacun des pays impliqués dans l'imbroglio de la Corne de l'Afrique et notamment l'Ethiopie, l'Erythrée et la Somalie.

Contrairement à l'accord de Lusaka où l'instauration du dialogue inter congolais est présentée comme un volet aussi important que le retrait de troupes étrangères du territoire de la RDC, l'accord d'Alger passe sous silence cet aspect crucial de la crise dans la Corne. Ce faisant, il fait abstraction de la bonne trentaine de groupes armés plus ou moins organisés cherchant à profiter du conflit éthio-érythréen, de l'opposition pacifique comme la Coalition de Paris en Ethiopie, de la société civile et des forces vives dans ces pays.

C'est pourquoi, alors que la communauté internationale a les yeux fixés sur la frontière éthio-érythréenne où 4,200 soldats de l'ONU s'efforcent de maintenir la paix entre les deux pays, les conflits de la Corne sont en train de s'intensifier à l'intérieur de ces pays (ethiopie et Somalie notamment) ; de déborder les frontières pour englober des pays comme le Kenya jusqu'ici épargné par les soubresauts de la région et plus grave encore de préparer le terrain à l'intervention militaire de pays extérieurs à la Corne comme **l'Égypte**, la **Libye** et le **Yémen** comme ils viennent de menacer de le faire pour «défendre le gouvernement légitime de Mogadishu» contre les seigneurs de la guerre séparatistes soutenus par l'Ethiopie.

La communauté internationale doit et peut arrêter cet engrenage. Elle peut le faire en commençant par l'Ethiopie non seulement parce que ce pays avec ses 63 millions d'habitants est partie prenante à tous les conflits de la région à tel point qu'un diplomate occidental l'a récemment qualifié de «**thorn in the Horn**» mais aussi parce que une opposition démocratique et pacifique bien structurée et jouissant du soutien de l'ensemble de la société et des forces vives du pays – la Coalition formée à Paris en septembre 1998 – se bat depuis plus

de deux ans pour faire accepter par le régime l'idée d'un dialogue national et enfin parce que toute dégradation de la situation pourrait précipiter la militarisation du problème ethnique avec des conséquences désastreuses dans un pays qui en compte plus de 80 groupes.

Face à cette nouvelle situation très dangereuse nous lançons donc un appel aux ONG amies de se concerter pour secouer les médias, les gouvernements et les institutions intergouvernementales afin d'éviter pendant qu'il est encore temps, une nouvelle tragédie humaine dans la Corne de l'Afrique et d'élaborer un plan d'action sur des bases d'informations et d'analyses précises et détaillées que nous serons prêts à mettre à leur disposition

I. UN CARNAGE QU'ON AURAIT PU EVITER

La guerre éthio-érythréenne éclata le 6 mai 1998 lorsque l'armée d'Asmara occupa des territoires jusqu'alors sous souveraineté éthiopienne mais que l'Erythrée revendique en vertu des traités coloniaux entre l'empire d'Ethiopie et l'Italie signés en 1900, 1902 et 1908. Il s'agissait donc (du mois en apparence) d'un conflit de frontière classique entre deux états voisins. Les cartes coloniales basées sur ces traités favorisent effectivement la thèse érythréenne. Mais le gouvernement éthiopien rejette ces prétentions en mettant en avant le principe selon lequel « possession vaut titre » puisque ces territoires, jamais administrés par la puissance coloniale italienne, ont toujours été sous souveraineté éthiopienne que ce soit sous l'empire, le régime du Dergue ou le pouvoir actuel.

La seule chose raisonnable à faire dans ce cas était de demander au gouvernement érythréen de retirer ses troupes des territoires occupés par la force, et aux deux parties d'accepter de négocier sous l'égide des instances internationales neutres. C'est justement ce qu'ont fait les plans de paix successifs proposés d'abord par les Américains et les Rwandais et ensuite par O.U.A. Ce plan avait le soutien de l'ensemble de la communauté internationale (ONU, EU etc.) Les démocrates et les forces de paix en Éthiopie le soutenaient à fond et lançaient tout au long des années 1999 et 2000 des appels répétés à la communauté internationale de tout mettre en œuvre pour son application en faisant notamment pression sur le gouvernement érythréen qui rejetait l'élément clé de ce plan c'est à dire le retrait de ses troupes des territoires contestés.

En février 1999, alors que le déclenchement de ce qu'un journaliste du Washington Post appela « une guerre de tranchées à la première guerre mondiale mais avec des armes modernes et sophistiquées » paraissait imminent, nous lançons un cri d'alarme en ces termes :

« La clé d'une solution pacifique se trouve aux mains du gouvernement érythréen. Il faut qu'Asmara accepte les propositions faites par la communauté internationale. Mais pour cela, il faudrait que cette communauté internationale veille avec plus de consistance à l'application du plan de paix qu'elle a elle-même proposé. Il n'y a plus de temps à perdre avec des idées confuses et des prises de position équivoques. Tous ceux qui cherchent une solution pacifique au problème doivent clairement condamner la partie récalcitrante et faire pression sur le régime d'Asmara pour l'obliger à retirer ses troupes et à négocier. »

Trois semaines après ce cri d'alarme on assista à la première confrontation entre les deux armées : le bilan de seulement quatre jours de combats qui ont obligé l'armée érythréen de se retirer de la région de Bademe était ahurissant : 60000 victimes, 500000 personnes déplacées, des destructions massives d'infrastructures etc.

Même après cette première tragédie, la communauté internationale n'a pas été à la hauteur du défi et capable d'imposer son plan de paix par la voie diplomatique. Les diplomates impliqués dans les négociations cherchaient une «solution» qui permettrait à M. Issayas, déjà humilié par la défaite de Bademe, de «sauver la face»

Pendant l'été de 1999, la communauté internationale, désormais seule capable d'arrêter la descente en enfer de l'Éthiopie et de l'Érythrée, sembla plus résignée que jamais à imposer son plan par des moyens autres que les embargos inutiles et inefficaces. Une dépêche de l'AFP datée du 27 juin 1999 donne la mesure de cette résignation et de cet abandon : « *Les observateurs estiment qu'il n'y a aucune chance de voir le conflit s'apaiser avant qu'une des parties ne prenne militairement l'avantage.* »

Estimant que si l'on attendait à ce qu'une des parties «prenne militairement l'avantage», cette guerre «*qui a déjà fait cent fois plus de victimes que la crise de Kosovo*», pourrait décimer toute une génération d'Éthiopiens et d'Érythréens, nous nous tournons alors vers quelques ONG occidentales. Le texte intitulé «*pour une initiative commune d'ONG occidentales*» que nous avons fait circuler demandait l'élaboration d'un plan d'action concertée destinée à «*mobiliser les médias, et à secouer les gouvernements, les institutions intergouvernementales et les ONG afin de limiter les dégâts d'une tragédie humaine qui est déjà là.*» Il n'a pas été possible de concrétiser ce projet.

Pendant les premiers mois de 2000, on semblait effectivement attendre l'issue d'une confrontation, jugée «inévitable», pour «relancer» les initiatives diplomatiques. Le 14 mai 2000, l'armée éthiopienne lance une offensive d'envergure contre l'Érythrée et en moins d'une semaine parvient non seulement à «libérer» la totalité des territoires contestés mais aussi à occuper près du quart du pays voisin. Cette nouvelle guerre fait des dizaines de milliers de victimes de part et d'autre. Une des parties «ayant pris militairement l'avantage» la voie était enfin libre pour appliquer le plan de la communauté internationale proposé deux ans plutôt.

II. ALGER : UN ACCORD QUI NE VA PAS AU COEUR DU PROBLEME

Dès le début du conflit, la communauté internationale était en présence de ce que l'on peut appeler «**a text book case**» pour tous ceux qui cherchent à promouvoir la pratique de prévention des conflits. Par manque de volonté politique on n'a pas pu éviter la guerre. L'accord d'Alger, qu'on aurait pu réaliser deux ans plutôt en adoptant des positions claires face au fait accompli d'Asmara a été arraché à M. Issayas par les victoires militaires de la dictature éthiopienne.

Nous nous réjouissons bien sûr de cet accord qui a mis fin –du moins provisoirement – au carnage à la frontière éthio-érythréenne. Mais nous nous inquiétons devant l'attitude de certains dans la communauté internationale qui ne semblent avoir tiré aucune leçon de cet échec et tendent à considérer maintenant que la guerre est pratiquement finie. L'euphorie devant ce «succès diplomatique» est telle que le gouvernement des États-Unis a proposé la levée de l'embargo sur les armes imposé aux deux pays. Les deux dictatures qui ont été mises en quarantaine durant la guerre sont en train de «récolter les dividendes de la paix» (Le Monde de l'Économie du 06/02) et de renouer avec les institutions financières internationales qui ont accepté de débloquer des crédits pour financer, dans un premier temps, des projets visant à réparer les dégâts liés à la guerre.....

Cette myopie à peine croyable trahit une incompréhension fondamentale de la crise éthio-érythréenne et de la situation dans la Corne de l'Afrique. Le conflit entre ces deux pays dépasse largement le cadre d'une simple querelle de frontière. Il s'agit de redéfinir les règles qui régissaient depuis l'indépendance érythréenne, les relations économiques, politiques et militaires entre les deux pays. Chacun des protagonistes cherche à se débarrasser de l'autre pour mettre à sa place un régime plus accommodant. Même si l'on parvient à régler le problème des frontières (ce qui est loin d'être évident) le conflit s'élargira et continuera par le biais des «**proxy operations**» car, comme nous l'avons noté dès juin 1998, le FPLT et le FPLE «*disposent tous les deux de cartes redoutables de déstabilisation de l'autre et qu'ils n'hésiteront pas à les utiliser même au risque de déclencher une dynamique de destruction mutuelle.*»

L'accord d'Alger n'amènera pas la paix dans la Corne tout simplement parce qu'il fait abstraction de cet aspect crucial de la crise. On ne peut pas s'empêcher de faire ici la comparaison entre ce qui s'est passé à Alger et l'accord de Lusaka élaboré pour mettre fin à la crise en Afrique centrale. Le dialogue inter congolais y est présenté comme un volet aussi important que le retrait des troupes étrangères de la RDC. L'accord d'Alger passe complètement sous silence ce problème. Ce faisant, la Communauté internationale fait abstraction de la bonne trentaine d'organisations et de groupes armés qui cherchent à profiter du conflit éthio-érythréen pour avancer leurs propres causes, des forces d'alternatives démocratiques et pacifiques comme la Coalition de Paris et son offre de dialogue national fait au gouvernement éthiopien et de l'ensemble de la société civile dans les deux pays.

Or, aucun accord ne ramènera la paix dans cette région sans s'attaquer au cœur de ses problèmes qui est le refus des trois principaux pays impliqués dans l'imbroglio de la Corne à savoir l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie, d'engager le dialogue dans leur société respective.

L'accord d'Alger se contente de maintenir la paix à la frontière éthio-érythréenne et de promouvoir un processus de «réconciliation» entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cet objectif ne sera pas réalisé sans une politique de promotion du dialogue et de réconciliation **à l'intérieur de chacun de ces pays**. Il est illusoire et même dangereux de croire qu'il serait possible d'instaurer une paix durable dans la Corne en stationnant quelques milliers de casques bleus à la frontière éthio-érythréenne. Sans un «**package**» et d'autres mesures d'accompagnement, cette force de maintien de la paix ne sera qu'un «**bouclier international**» permettant aux deux dictatures de reprendre leur souffle et de réorganiser leurs armées pour d'autres aventures militaires.

III. LA DYNAMIQUE D'ESCALADE DES CONFLITS

Notre scepticisme quant à la capacité de l'accord d'Alger à ramener la paix se trouve renforcé par ce qui se passe dans la Corne depuis quelques mois et par les trois dynamiques qui s'y conjuguent et qui peuvent à terme plonger la région dans des drames inextricables.

Il y a d'abord l'intensification des guerres par procuration que se livrent les deux régimes. Cette intensification est plus que jamais en train de déborder les frontières de ces deux pays et d'englober non seulement la Somalie mais aussi Djibouti et le Kenya lequel avait pu jusqu'ici maintenir un certain détachement par rapport aux soubresauts de la Corne de l'Afrique. Cette extension des conflits est à son tour en train de préparer

le terrain à l'intervention militaire des pays extérieurs à la Corne comme l'Égypte, la Libye et le Yémen.

A) L'intensification des guerres par procuration :

Les opposants éthiopiens et érythréens soutenus politiquement par Asmara et Addis Abeba respectivement sont de plus en plus organisés pour intensifier les actions militaires contre leur gouvernement respectif. On sait maintenant que les opposants armés érythréens liés à Addis Abeba reçoivent une formation militaire dans des camps situés en pays Afar et dans le Tigray. Les futurs combattants éthiopiens sont eux regroupés dans un camp d'entraînement situé près de la ville de Tessenaye à l'Ouest de l'Erythrée.

Dans le Sud et à l'Est le Front de Libération Oromo (FLO) et le Front de Libération Nationale de L'Ogaden ainsi qu'Al Ithad – une organisation islamique armée - sont en train de multiplier des engagements militaires. Dans le Nord-ouest, quatre partis politiques se sont regroupés au sein du Front Populaire et Patriotique d'Ethiopie (FPPE) avec l'objectif déclaré de « coordonner et intensifier la lutte armée contre le régime tigréen. » Il est maintenant question de mettre sur pied « une structure commune » de toutes les forces qui ont opté pour la voie des armes contre la dictature d'Addis Abeba. Les radios aux mains des rebelles ou émettant à partir d'Asmara sont en train de déverser une propagande contre le « pouvoir tigréen » exacerbant ainsi le délicat problème ethnique dans notre pays.

B) Les pays voisins de plus en plus impliqués

Sur la trentaine de factions et groupes plus ou moins organisés cherchant à profiter du conflit éthio-érythréen, la majorité se trouve en Somalie. Les Erythréens ont depuis le début utilisé des seigneurs de la guerre somaliens pour passer des armes aux Oromos et Ogadenis. L'Ethiopie a « naturellement » cherché à contrer ce trafic en armant à son tour d'autres seigneurs somaliens opposés aux clans « pro-érythréens »

La Somalie dispose – pour la première fois depuis dix ans – d'un gouvernement central suite à un accord entre seigneurs de la guerre signé lors d'une conférence de réconciliation nationale tenue à Djibouti en août 2000. Ce gouvernement de transition est reconnu par les Nations Unis, O.U.A. et par la totalité des pays voisins à l'exception de l'Ethiopie. Après avoir soutenu les micros états sécessionnistes de **Somaliland** et de **Puntland** au Nord et au Nord est de la Somalie, le gouvernement d'Addis Abeba est en train d'organiser et de coordonner les efforts de ses partisans dans le sud et le sud Ouest de ce pays qui sont sur le point de déclarer leur propre administration autonome. Depuis la mi-janvier cet effort est « appuyé » par l'intervention directe et massive de l'armée éthiopienne en territoire somalien....

La petite république de **Djibouti** est sérieusement indisposée par la politique de plus en plus « pro-Afar » d'Addis Abeba et s'ouvre de plus en plus aux érythréens qui doivent faire face à une guérilla « pro-éthiopien » dirigée par la « **Rad Sea Afar Democratic Organisation** » (RADO) et la « **Afar Revolutionary Democratic Unity Front** » (ARDUF) deux Fronts séparatistes qui cherchent à réaliser « l'unité nationale afar » en rejoignant l'ensemble éthiopien. L'accord de paix et de réconciliation nationale signée le 7 février 2000 entre l'opposition armée à dominance Afar et regroupée au sein du Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD) et le gouvernement de Djibouti à dominance Issa est aujourd'hui au point mort. Il est possible que les opposants Afars reprennent les armes dans les mois qui viennent avec le soutien du gouvernement d'Addis.

Le **Kenya**, jusqu'ici épargné par les soubresauts de la Corne est maintenant entraîné dans ces conflits. Ceci est lié à l'intensification de la lutte armée contre le régime d'Addis Abeba menée par le Front de Libération Oromo soutenu par Asmara. Un vaste territoire au Nord du Kenya est habité par les Oromo. Le régime éthiopien soupçonne ces derniers de sympathiser avec leurs frères en Ethiopie et de soutenir activement la rébellion. Le 12 janvier 2001 l'armée éthiopienne est donc directement intervenue en territoire kenyan pour «détruire des caches d'armes». L'action a fait douze victimes dans les rangs de la police kenyane. Il y a eu des manifestations «anti-éthiopiennes» très violentes dans les villes du Nord de Kenya et des rassemblements à Nairobi au cours des quels des ministres et des parlementaires (d'origine Oromo) ont demandé au gouvernement central de rompre les relations diplomatiques et commerciales (y compris interdiction d'utiliser le port de Mombassa), de dépêcher des troupes pour renforcer les frontières, d'armer des populations locales pour leur permettre de se défendre etc.....

C. Le risque d'intervention des pays extérieurs à la Corne

Dans son combat contre les factions constituées en Etats ou en administrations autonomes soutenus par le gouvernement éthiopien, le nouveau pouvoir à Mogadishu peut en toute légalité lancer un appel à l'aide à la communauté internationale et aux pays étrangers extérieurs à la région. Il l'a déjà fait. Le conseil de sécurité des Nations unies a accepté en principe d'envoyer une force internationale pour aider le gouvernement de transition à consolider le processus de paix. même si les seigneurs de la guerre pro-éthiopiens ont rejeté cette offre. Plus alarmant est évidemment la menace de la **Libye**, de l'**Egypte** et du **Yémen** d'intervenir militairement pour soutenir le «gouvernement légal somalien contre les éléments séparatistes»

Les conséquences d'une telle intervention militaire des pays extérieurs à la Corne sont claires. La Somalie, qui a entamé un processus de réconciliation nationale replongera dans la guerre. Les séparatistes somaliens d'Ethiopie dans l'Ogaden (à l'Est) et la rébellion Oromo dans le sud trouveront de nouveaux alliés pour poursuivre et intensifier la lutte armée. L'armée éthiopienne sera amenée à pourchasser les rebelles Oromos dans leur «sanctuaire» au **Kenya** qui sera obligé de réagir au risque d'entrer à son tour dans la guerre. L'instabilité à l'Est et dans le Sud incitera à son tour les forces anti-EPRDF à intensifier les actions militaires dans le Nord et le Nord-ouest chez les Amhara.

VI. ARRETER L'ENGRENAGE : PAR OU COMMENCER ?

On est en présence aujourd'hui dans la Corne de l'Afrique d'une double spirale de méfiance dans laquelle se sont enfermés les principaux pays impliqués dans l'imbroglio : l'Ethiopie, l'Erythrée et la Somali. Ces régimes se méfient de leur opposition interne. Chacun se méfie son voisin accusé de comploter avec l'ennemi intérieur. Toute politique de prévention des conflits dans cette région doit donc avoir pour ambition de briser cette spirale d'abord et avant tout en faisant pression sur les gouvernements (et certains opposants) d'engager un processus de dialogue national et en décourageant et sanctionnant s'il le faut toute intervention, militaire ou autre, d'un des pays dans les affaires du voisin comme le fait de façon flagrant le gouvernement éthiopien en Somali et maintenant au Kenya et de façon plus indirecte le gouvernement érythréen dans les affaires de l'Ethiopie et de la Somali.

Ce travail peut commencer par l'Ethiopie. Addis Abeba est, pour des raisons qui ne sont pas partout les mêmes, partie à tous les conflits dans la région. Tout en cherchant de museler les

forces d'alternative démocratique et pacifique, le régime veut faire face à l'opposition armée en attaquant les voisins accusés avec raison (l'Erythrée) et à tort (le Kenya) de soutenir les rebelles éthiopiens. C'est bien sûr le même raisonnement qui amène l'Erythrée et les seigneurs de la guerre somaliens à soutenir les opposants armés au régime d'Addis Abeba.

On peut commencer par l'Ethiopie aussi parce que, il y a aujourd'hui dans ce pays un fort courant contre la guerre et pour la résolution de la crise par le dialogue national. Ce courant s'est développé au fil des ans et s'est structuré depuis la Conférence de Paris de septembre 1998 qui a mis sur pied d'une Coalition regroupant les principaux partis d'opposition et lancé un appel au dialogue national. Cette offre est plus que jamais d'actualité.

La résolution de la crise en Ethiopie par un processus de dialogue national constituera un pas de géant vers la paix dans l'ensemble de la Corne. Tout retard pris dans la réalisation de cette solution aura des conséquences désastreuses puisqu'on assiste aujourd'hui à la militarisation du problème ethnique dans un pays où les forces d'opposition armée recourent de plus en plus à l'argument ethnique pour se doter de bases solides dans leur combat contre le régime que les radios sur leur contrôle qualifie de plus en plus de "tigréen".

GRAPECA/RADIO ARC-EN-CIEL

67 rue de Theux

1050 Bruxelles

Tél/Fax 32/2/6441503

FEVRIER 2001